



De la Zone euro à la Fédération européenne

Jean Monnet Conference 2013

Brussels, 14-15 November 2013

Professeur Dusan Sidjanski

Il me paraît y avoir une convergence concernant les éléments politiques qui sont présents dans nos interventions. Qu'il s'agisse de l'euro, qu'il s'agisse de la Zone euro et au-delà, de l'environnement, de l'énergie, il y a partout un élément politique. Comme le constatait le Général de Gaulle, on fait de la politique lorsqu'on prend des décisions concernant ces domaines vitaux. Mais il me semble que ce sont des politiques sectorielles sans politique globale, sans Union politique. Il y a aussi une convergence d'opinions quant à la nécessité d'aller au-delà des politiques sectorielles, ou du moins la nécessité d'avoir une certaine vision. Les hypothèses, c'est excellent pour nous sur le plan universitaire. Mais si on arrive avec nos hypothèses devant le public, je pense que ce n'est pas la meilleure façon de procéder : il faut des choix, il faut une vision d'avenir.

Ce que je propose personnellement, c'est de *renverser la perspective*. Nous avons tous l'idée qu'il faut procéder ainsi. En réponse à la crise, on procède pas à pas. On crée des mécanismes d'aide et de stabilisation, on va créer une union bancaire, etc.. Mais où est passée la vision

globale ! Or, le pouvoir politique, à la différence des politiques qui sont inhérentes à chaque matière, à chaque domaine, exige une vision globale, où l'on tient compte de l'ensemble. Aussi bien de la politique intérieure que de la politique extérieure. C'est pourquoi je pense qu'on doit au public européen, à nos citoyens, une certaine vision pour leur redonner de l'espoir au-delà de la dépression en esquissant une nouvelle voie.

Or, ce que je constate, c'est que la méthode de Jean Monnet est excellente quand il s'agit du processus de décision : c'est évident en ce qui concerne *la méthode communautaire* qui en fait est une méthode fédérale sui generis. Mais en revanche la stratégie qu'il a développée, consistant à intégrer secteur après secteur, pour arriver un jour, par miracle, à tomber dans l'union politique. C'est évidemment un peu caricatural, mais c'était l'idée que, peu à peu, nous arriverons à bâtir une Fédération européenne. Telle est aussi la démarche de Robert Schuman.

Cette façon de procéder est arrivée à sa limite. Et on le voit avec les urgences qui pèsent aujourd'hui sur l'euro, sur la Zone euro qui ne se limitent pas seulement à la monnaie, tout en oubliant que la monnaie est *un des pouvoirs régaliens*. Nous verrons que ce pouvoir pose des questions graves. Deuxième réflexion d'introduction : le côté social est lamentable, il y a des effets dévastateurs dans certains pays, non seulement dans les pays du sud car, à l'exception de l'Allemagne et de l'Autriche, la plupart des pays commencent à souffrir de problèmes graves au niveau social. On a rompu les liens de solidarité comme en Grèce, la solidarité qui existait et garantissait un degré de cohésion sociale. On a fait ainsi le lit du mouvement néo-nazi. L'inimaginable se produit sous nos regards : la Grèce qui a combattu contre le nazisme, dont le troisième plus important parti aujourd'hui est néo-nazi !

C'est pourquoi je pense que le moment est venu de réfléchir *sérieusement* et de proposer une vision. On n'a pas besoin de dire : c'est pour demain ou après-demain. Il s'agit de savoir : *où voulons-nous aller ?* Est-ce que nous voulons faire quelque chose ou bien est-ce que nous allons patiner dans la Zone euro tout en proclamant notre émerveillement devant ces merveilles, succès extraordinaire. Il m'en souvient qu'en discutant récemment avec Jean-Claude Trichet, qui était invité par la Fondation Latsis et l'Université de Genève, qu'il a exprimé sa conviction : premièrement, il faut du fédéralisme fiscal, il faut du fédéralisme budgétaire, il faut un budget pour la Zone euro... bref, il a estimé qu'il faut une armature politique. Et la question que je me pose, en ayant observé l'histoire des unions monétaires, est la suivante : *une monnaie unique peut-elle survivre sans une souveraineté partagée, sans une union politique ? Voilà la question.* Et c'est là que je vois l'urgence de penser d'offrir une perspective et de changer de façon de procéder pas à pas, souvent de façon incohérente, parfois trop cohérente, mais avec des résultats sociaux et politiques déstabilisateurs et dévastateurs. Car l'austérité, ne l'oublions pas, est une menace directe contre la démocratie : on le constate avec les résurgences des partis extrêmes dans la plupart des pays. Voilà ma première considération.

En deuxième lieu, mon collègue vient d'expliquer que nous sommes confrontés au clivage entre l'intergouvernemental et le communautaire. Clairement, l'action intergouvernementale n'implique pas de *responsabilité* devant le Parlement. Le seul moyen de retrouver une certaine responsabilité est de passer par la Commission. Si ce n'est pas le cas, le Parlement ne peut absolument rien faire à l'égard du Conseil européen et des décisions

intergouvernementales. Dans cette nouvelle configuration la Commission et le Parlement européen se sont trouvés marginalisés.

Dès le début de la crise, on a créé une *task force* auprès du Président du Conseil européen. C'était une sorte de glissement du pouvoir vers le Conseil européen, contournant le pouvoir de la Commission et sa capacité de proposition. Cela avait l'air tout à fait innocent, mais en réalité, c'était une fissure dans le système communautaire. De manière surprenante, personne n'a mentionné le fait que la Zone euro, qui est pourtant une sorte d'avant-garde, fonctionne paradoxalement à l'intergouvernemental. Elle n'est pas dans le système communautaire que le traité de Lisbonne a cherché à étendre, à généraliser. Elle est dans une frange obscure : l'Eurogroupe, on ne sait jamais comment il fonctionne. On sait qu'en principe, c'est l'unanimité qui est de rigueur. C'est une contradiction très profonde qui exige la « communautarisation » premier lieu de la Zone euro dans laquelle la Commission joue les seconds rôles et dont le Parlement européen est absent en dépit de ses travaux sur la crise. Il n'y a pas de responsabilité démocratique. Et Jean-Claude Trichet, qui a été pendant huit ans Président de la BCE, de répéter qu'il faut absolument un contrôle et une légitimité démocratiques même pour la Banque centrale européenne. On ne peut pas laisser décider les 17 demain les 18 sans que l'on sache où l'on va. Je suis pour ma part persuadé que nous avons besoin d'urgence d'un cadre politique : plus de transparence, plus d'efficacité, plus de démocratie sont indispensables.

Récemment la Commission a formulé une recommandation, concernant la dimension sociale de la Zone euro. Mais après cinq ans de crise alors que nous savions que les effets des mesures d'austérité, étaient désastreux : la faim, la paupérisation dans plusieurs pays

notamment du Sud ! A Rome, allez-y aujourd'hui pour voir la pauvreté qui y sévit. Eh bien, on se demande : pourquoi n'a-t-on pas prévu dès le début de la crise des moyens globaux comprenant la dimension sociale? C'est caractéristique d'une approche pas à pas, secteur après secteur, et d'un manque de vision politique d'ensemble.

Question que j'ai posée tout à l'heure : *l'euro peut-il survivre sans une union politique fédérale ?* Fédérale, car la notion d'« union politique », est ambiguë, car elle peut se référer aussi bien à une union politique centralisée qu'à une union politique fédérale. Il s'agit d'un point crucial qui peut être à l'origine d'un grand malentendu ! Il y a des valeurs qu'il faut défendre : « l'union dans la diversité dans l'unité que nous sommes en train d'essayer de bâtir. Et cette Fédération européenne, c'est une sorte de quête. Il faut bien se fixer un certain nombre d'objectifs. Il y a un but que nous devons poursuivre, on ne peut pas l'abandonner. Cet objectif doit être fondé notamment sur ce que Denis de Rougemont disait très souvent, c'est-à-dire la culture européenne qui a un socle fondamental qui est commun, tout en se caractérisant en même temps par une très grande diversité. Ce sont les deux éléments qui constituent le propre de l'Europe et de la richesse. C'est le fondement du fédéralisme. A la fois des éléments communs dans une immense et créative diversité, dans le respect de ces diversités : diversité des langues, des cultures régionales et locales ou des autonomies tant des Etats membres que des régions. D'où la nécessité d'une quête d'un fédéralisme inédit. Faut-il rappeler à cette assemblée de titulaires de chaires Jean Monnet que tant Jean Monnet que Robert Schuman ont pensé la finalité de l'Union sous la forme d'une *Fédération européenne*.

Je ne voudrais pas entrer dans le détail d'un *projet européen* que nous espérons pouvoir présenter après avoir récolté des avis de nos collègues comme nous y a invités le Président

Barroso, un débat là-dessus pour que les gens sachent ce que sont aujourd'hui les défis qu'affronte l'Europe.

Les défis et les menaces sont nombreux. Ce n'est pas seulement la crise intérieure, ce n'est pas seulement la sécurité intérieure, c'est le Monde qui est en train de changer : les grandes puissances émergentes s'assemblent dans le G20. Nous savons parfaitement que d'ici quelques années – dix, vingt ans – la France, l'Allemagne, etc., auront des strapontins dans cette nouvelle redistribution des pouvoirs et dans la plupart des organisations. A moins que les membres de l'Union européenne s'intègrent davantage et se présentent unis. C'est pour cela et pour d'autres multiples raisons il nous faut avoir un nouveau projet pour l'Europe qui puisse insuffler un nouvel élan d'espoir pour sortir de la dépression et des démarches partielles et hésitantes. Engageons-nous pour construire notre avenir européen ensemble. Le moment est venu pour que ceux d'entre nous qui enseignent depuis des années et vivent l'expérience de l'Union Européenne, proposent un projet et une grande ambition pour les Européens.

Cette réflexion sur le futur doit être basée aussi sur les régions, pas seulement les Etats. C'est pourquoi le fait de parler de Fédération des Etats-Nations est une contradiction en soi qui perpétue un status quo: à mon avis, en déterrant l'Etat-Nation nous risquons de polluer le débat européen. Quel est l'Etat-Nation en Belgique ? Et en Espagne ? Et au Royaume-Uni ? Nous avons dépassé les Etats-Nations. Nous sommes face aux Etats membres en tant qu'organisations des sociétés bien sûr, mais la Nation ne coïncide pas avec la structure des Etats. Il faut donc faire attention à ces concepts que parfois les grands hommes politiques improvisent sans avoir eu le temps de réfléchir aux conséquences de la manipulation de ces concepts.

Les défis extérieurs sont fort puissants aujourd'hui. Il faut donc y répondre. Si nous prenons l'exemple de Copenhague qui est encore dans nos mémoires. L'Europe est arrivée avec un projet extraordinaire sur l'environnement. Qui a parlé au nom de l'Union européenne? Chacun pour soi et au nom de l'Union : le Président du Conseil européen, le Président de la Commission, Mme Merkel, le Président Sarkozy, etc... Chacun voulait faire entendre sa voix parmi les grands ! En fin de compte, ils ont été tous marginalisés et la discussion a eu lieu entre la Russie, les Etats-Unis et la Chine. C'est la démonstration de la nécessité de faire un pas décisif, dans les relations extérieures. Récemment, la Commission a fait des propositions dans le domaine des industries de la défense. On ne peut que s'en féliciter. Mais la défense, sans une stratégie de politique extérieure, n'a pas de sens. Or, en démocratie, les militaires ne commandent pas, n'imposent pas leurs stratégies, ce sont les gouvernements, les politiques qui le font. Et demain, je l'espère, l'Union Européenne qui aura une vision et qui aura des stratégies de politique extérieure globale comprenant la défense et la sécurité européennes.

Quid du recours aux citoyens ? Très peu de médias, très peu de télévisions ou d'organes de presse abordent de manière objective les problèmes européens. Faisons, nous aussi, en tant qu'enseignants et chercheurs, aussi un effort pour nous engager et nous faire entendre dans les médias. Ne professons pas uniquement dans nos universités. Mon souci est de voir que nous nous concentrons sur nos milieux universitaires, sur des étudiants, en négligeant les tout jeunes au profit de ceux qui ont déjà reçu pour la plupart leur formation politique. Or, , il y a déjà des années, Jean Piaget disait que les concepts de base, les idées et les attitudes qui nous guident plus tard dans la vie, se forment à partir de quatre, cinq ou six ans. Préoccupons-nous pas seulement de nos étudiants, préoccupons-nous des générations futures et préoccupons-

nous de l'éducation. Vous savez parfaitement que l'Histoire qui est enseignée dans la plupart de nos écoles demeure une Histoire nationale. C'est encore davantage le cas dans les pays des Balkans ou de l'Europe de l'Est qui cherchent à affirmer leurs identités. Il nous faut veiller à ce que l'on ait une vision européenne de l'histoire afin que les enfants puissent prendre connaissance de ce qu'est l'Europe, de ce qu'est la culture au-delà de leur vision limitée à leur pays.

A propos de l'éducation des générations futures, un deuxième aspect qui me préoccupe, concerne l'introduction à la science et à la technologie. La Commission a soutenu le projet de Georges Charpak « La Main à la Pâte » qui est une introduction expérimentale dès l'enseignement primaire. Aujourd'hui, pour des raisons administratives, le projet « Pollen » suivi du projet Fibonacci (?) n'ont pas eu de suite. Or, il y avait de plus en plus d'Académies des sciences et de Hautes écoles qui se sont engagées. Il faut reprendre l'éducation simultanément, par les nouveaux programmes d'histoire dans la perspective européenne complétée par l'enseignement du civisme européen en parallèle avec l'initiation à la science. Il y va de l'avenir de notre Europe. Il ne faut pas seulement que l'on se préoccupe du quotidien. L'homme vit de projets comme nous rappelait Sartre à l'issue de la guerre mondiale. Notre mission est de transmettre nos projets, nos efforts et nos réalisations en vue de leur léguer une Europe en marche vers la Fédération européenne qui représente (... ?) notre culture dans la diversité. Ainsi, s'édifiera une identité européenne dans le respect des identités nationales, régionales et locales. Ainsi, les citoyens pourront cultiver leurs multiples identités à divers niveaux de leurs appartenances et de leurs loyautés. Ainsi seront-ils en mesure de partager leur destin commun.

Mon dernier mot : une vision du rôle de l'Union dans le monde. La culture, formée de l'ensemble d'activités et créations de l'homme qui se reflètent dans les valeurs de base et les principes tels que les Droits de l'Homme, le respect de la personne, dans les principes démocratiques et la participation des citoyens. Ce sont nos valeurs à défendre et à répandre. Dès lors il faut aussi se poser la question : que voulons-nous faire avec les Etats-Unis ? Quel type de traité ? Est-ce simplement un échange commercial sans le risque de la domination des Etats-Unis à l'ONU et dans l'OTAN notamment? Toute une série de questions exigent une réponse. A l'Est, faut-il définir nos relations avec la Russie. Sans la Russie, pas de solution dans le cas de la Syrie, de l'Iran et avant tout dans es régions de l'ex-Union soviétique. Nous avons besoin de la Russie et il est contreproductif de vouloir la contourner par le Partenariat oriental. L'association de ces pays passe par la participation de la Russie. Le cas de l'Ukraine en fournit la preuve. La Russie et les pays de la région partagent la même culture. Il faut (?) à la comprendre et à s'ouvrir à elle. Il ne faut pas se contenter de donner seulement des leçons de démocratie car chez nous, au sein de l'Union nous avons aussi des problèmes. La Hongrie par exemple, qui vit sous un régime autoritaire et un déficit de valeurs de l'Union Européenne. A l'évidence, tout projet politique devrait prévoir une Cour constitutionnelle qui puisse se prononcer sur l'application des principes de base. La Commission a essayé d'agir mais ses pouvoirs en la matière sont limités. C'est pourquoi je pense qu'à l'avenir il faut songer à élargir notre vision. Quant à la Russie, ce que je propose, que l'on établisse une sorte de « Communauté sur deux piliers entre l'Union Européenne et la Russie et les pays environnants ». Cette démarche permettrait d'éviter de ressusciter des conflits au sein de l'Ukraine déchirée entre l'attrait de l'Union européenne et la réalité de son interdépendance avec la Russie. On évite ainsi le choix à de nombreux pays du Partenariat oriental. De surcroît, il faut que la Russie reste accrochée à l'Europe au lieu de dériver(?) vers la Chine. Elle fait partie de l'Europe, mais elle est trop grosse pour l'Union. Dans ma vision qui tient

compte d'une forte solidarité de fait et de culture tant avec les Etats-Unis qu'avec la Russie, l'Union européenne assumerait le rôle de pivot entre l'Ouest atlantique et l'Europe de l'Est.

Tous ces traits que je viens d'expliquer visent à reconstruire d'abord la solidarité intérieure, la confiance des citoyens en l'Union Européenne, condition nécessaire pour consolider la position de l'Europe porteuse de paix et de démocratie dans le Monde. Voilà mon souhait le plus cher.

DS2013/Conférences externes/Intervention DS_JM Conf. Bruxelles 14.11.13_révisé_30.12.13/DS/fso-md